

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE
DE CHASNÉ SUR ILLET**

Délibération n°2016-25

Séance du 9 mai 2016



Nombre de Conseillers :

En exercice : 15
Présents : 9
Votants : 12

L'an deux mil seize, le neuf mai à 19h00

Le Conseil Municipal de la commune de CHASNÉ SUR ILLET dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Dominique GAUDIN, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 2 mai 2016

Étaient présents : Dominique Gaudin, Florence Morel, Denis Salliot (arrivé à 19h30), Benoit Michot, Michel Demay, Patricia Cornu, Guy Vasnier, Eric Levenez, Sylvie Letellier.

Absents : Michel Adkins (pouvoir à Denis Salliot), Jean-Luc Paul, Laëtitia Dodard, Anne-Sophie Descormiers, Véronique Alléaume (pouvoir à Florence Morel), Michaël Angélique (pouvoir à Dominique Gaudin).

Secrétaire de séance : Benoit Michot

Délibération n°2016-25 : Révision du POS en PLU : Débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)

M. le Maire rappelle que par délibération n°2015-17 en date du 27 février 2015, le Conseil Municipal a prescrit la révision du Plan d'Occupation des Sols et sa transformation en Plan Local d'Urbanisme.

L'article L 151-2 du code de l'urbanisme dispose que le PLU « comprend (...) un Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ».

Ce document répond à plusieurs objectifs :

- *Il fixe l'économie générale du PLU et exprime donc l'intérêt général,*
- *Il est une pièce indispensable du dossier final, dont la réalisation est préalable au projet de PLU ou à sa révision et doit justifier le plan de zonage et le règlement d'urbanisme, par des enjeux de développement et des orientations d'aménagements.*

Selon l'article L151.5 du code de l'urbanisme, le PADD définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques

Il arrête les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues par la commune. Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Les orientations du PADD doivent être soumises en débat en Conseil Municipal et ce conformément à l'article L 153-12 du code de l'Urbanisme qui stipule « qu'un débat a lieu au sein (...) du conseil municipal sur les orientations générales du PADD (...) au plus tard 2 mois avant l'examen du projet de PLU ».

Ce Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) exprime la volonté d'aménagement de la commune selon 4 orientations :

1) Favoriser l'accueil d'une population nouvelle, la mixité de la population et le bien vivre ensemble :

- *Permettre une dynamique démographique positive,*
- *Maîtriser l'urbanisation et lutter contre l'étalement urbain :*
 - *Privilégier le renforcement des secteurs historiques à vocation habitat,*
 - *Compléter le tissu existant,*
 - *Offrir une alternative raisonnée à l'installation des ménages dans le bourg,*
- *Limitier la consommation des espaces,*
- *Favoriser la mixité de la population par la création d'une offre de logements adaptée.*

2) Maintenir et conforter les équipements et les services et développer les connexions modes doux de la commune :

- *Maintenir et conforter les équipements et les services, en adéquation avec la structure démographique de la commune afin de façonner des liens de convivialité,*
- *Améliorer les conditions de déplacements et développer les connexions en modes doux.*

3) Maintenir et développer les activités économiques :

- *Créer des conditions favorables à la pérennité de l'activité agricole dans ses dimensions de gestion du paysage et d'activité économique,*
- *Maintenir les activités économiques existantes, favoriser leur développement et permettre l'accueil d'activités nouvelles,*
- *Développer l'activité touristique.*

4) Protéger l'environnement et valoriser le milieu rural, sources de richesses pour la commune

- *Protéger et mettre en valeur la structure paysagère identitaire,*
- *Améliorer la qualité paysagère des tissus urbains,*
- *Protéger l'environnement naturel, garant de l'identité et de l'attractivité de la commune (Milieux Naturels d'Intérêt Ecologique (MNIE), continuités écologiques, etc.),*
- *Valoriser le patrimoine bâti,*
- *Limitier les impacts du projet sur l'eau,*
- *Organiser le développement pour minimiser l'exposition aux risques et aux nuisances,*
- *Organiser le développement pour optimiser les réseaux d'énergie existants.*

Après cet exposé, M. le Maire déclare le débat ouvert et invite les membres du conseil municipal à s'exprimer sur les orientations générales du PADD.

Concernant l'accueil d'une population nouvelle, M. Levenez ne souhaite pas une extension d'urbanisation sur le secteur du Champ Thébault. Il préfère privilégier l'extension d'urbanisation dans le centre bourg, en priorité à l'ouest de la rue du Grand Clos, puis à l'ouest du lotissement du Clos Lorin et en dernier au nord-ouest de l'allée du Val.

Le conseil municipal,

Vu le document ci-annexé exposant le projet d'aménagement et de développement durables,

Considérant que conformément aux dispositions de l'article L 153.12 du code de l'urbanisme, un débat doit avoir lieu au sein du Conseil municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables,

Considérant les orientations générales présentées en séance du Conseil municipal,

Considérant que le Conseil municipal a débattu des orientations générales d'aménagement et de développement du projet d'aménagement et de développement durables du plan local d'urbanisme,

Après avoir entendu le rapport de M. le Maire et conformément à l'article L 153-12 du Code de l'urbanisme et après en avoir débattu propose de mettre au vote l'extension de l'urbanisation sur le secteur du Champ Thébault :

- ⇒ Par 1 voix pour, 9 voix contre et 2 abstentions, le conseil municipal décide qu'aucune extension urbaine ne sera permise en dehors du centre bourg. Les constructions dans le secteur du Champ Thébault se feront uniquement par densification.
- ⇒ **Prend acte** des échanges sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) portant sur la révision du POS et sa transformation en PLU.
- ⇒ **Dit que :**
 - La tenue de ce débat est formalisée par la présente délibération,
 - La présente délibération sera transmise au préfet et fera l'objet d'un affichage en Mairie pendant un mois.

Fait et délibéré à Chasné sur Illet,

Le 9 mai 2016

Le Maire, Dominique GAUDIN



**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE
DE CHASNÉ SUR ILLET**

Séance du 27 février 2015

Nombre de Conseillers :

En exercice : 15
Présents : 14
Votants : 15

L'an deux mil quinze, le vingt-sept février à 20h00

Le Conseil Municipal de la commune de CHASNÉ SUR ILLET dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Dominique GAUDIN, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 17 février 2015

Étaient présents : Dominique Gaudin, Michel Adkins, Denis Salliot, Michel Demay, Benoit Michot, Patricia Cornu, Laëtitia Dodard, Jean-Luc Paul, Florence Morel, Véronique Alléaume, Michaël Angélique, Guy Vasnier, Eric Levenez, Sylvie Letellier.

Absente : Anne-Sophie Descormiers (pouvoir à Dominique Gaudin)

Secrétaire de séance : Michel Demay

Le compte rendu de la séance précédente est validé à l'unanimité.

Présentation de la situation financière de la commune

Madame Isabelle Lamarre, comptable publique présente le bilan de la situation financière de la commune, avec une analyse rétrospective de 2011 à 2014.

Elle informe avoir la possibilité de faire une analyse prospective afin d'étudier les marges d'investissement de la commune.

Délibération n°2014-10 : Budget commune : Vote du compte administratif 2014, du compte de gestion 2014 et affectation des résultats 2014 sur 2015

Madame Isabelle Lamarre, comptable publique présente le compte administratif 2014 de la commune.

Le compte administratif 2014 présente un excédent de fonctionnement de 99 727,99 € et un excédent d'investissement de 13 819,72 €.

M. Le Maire quitte la séance

Après délibéré et à l'unanimité des membres présents, le conseil municipal :

*- après avoir entendu le compte administratif 2014,
- statuant sur l'affectation du résultat d'exploitation au 31 décembre 2014,
- constatant que le compte administratif 2014 présente un excédent de fonctionnement de 99 727,99 € et un excédent d'investissement de 13 819,72 € ;*

➤ *Décide de voter le résultat de l'exercice au 31 décembre 2014.*

➤ *Décide d'affecter l'excédent d'investissement comme suit :*

Compte 001 : Solde d'exécution d'investissement + 13 819,72 €

- Décide d'affecter l'excédent de fonctionnement comme suit :

Compte 002 : Solde d'exécution de fonctionnement + 20 000,00 €

Compte 1068 : Excédent de fonctionnement capitalisé + 79 727,99 €

- Décide de voter le compte de gestion 2014 dressé par le receveur municipal.

M. Le Maire revient dans la séance.

Délibération n°2015-11 : Indemnité de conseil au comptable public

Monsieur le Maire informe que suite au renouvellement du conseil municipal, il convient de délibérer sur les indemnités de conseil et de budget alloués au comptable public.

Après délibéré et vote à l'unanimité, le conseil municipal :

Vu l'article 97 de la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n°82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat,

Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux indemnités allouées par les communes pour la confection des documents budgétaires,

Décide :

- de demander le concours du receveur municipal pour assurer des prestations de conseil et de budget.

- d'accorder l'indemnité de conseil au taux de 80 %.

- que cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel précité et sera attribuée à Madame Isabelle Lamarre, receveur municipal.

Terrain multisports

Monsieur le Maire rappelle le projet de construction d'un terrain multisports sur le site de la Porte Pilet.

Il présente les devis reçus et les possibilités de financement liées à ce projet.

M. Levenez informe qu'avant de prendre une décision, il faut interroger les futurs utilisateurs. Il est également nécessaire de prendre en compte l'aménagement global du site.

Délibération n°2015-12 : Vote des participations et cotisations 2015

M. le Maire présente les cotisations et participations à inscrire au budget pour l'année 2015.

Après délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal vote les participations et cotisations 2015 comme suit :

Cotisations	
<i>Ille et développement</i>	350,00 €
ACSE 175	360,75 €
Participations	
<i>Associations de Maires d'Ille et Vilaine</i>	571,34 €
SIVU	22 000,00 €
<i>Bassin de l'Ille et de l'Illet</i>	1 492,00 €
Montant total	24 774,09 €

Délibération n°2015-13 : Vote des tarifs funéraires 2015

M. Le Maire propose de voter les tarifs funéraires applicables au 1^{er} avril 2015 :

<i>Concession trentenaire</i>	100 €
<i>Exhumation</i>	43 €
<i>Concession enfant</i>	50 €
<i>Cave urnes : 15 ans</i>	50 €
<i>30 ans</i>	100 €
<i>Jardin du souvenir : 10 ans</i>	30 €
<i>15 ans</i>	50 €
<i>30 ans</i>	100 €

Après délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal décide de voter ces tarifs applicables au 1^{er} avril 2015.

Délibération n°2015-14 : Gardiennage de l'église 2015

M. le Maire propose de voter le montant du gardiennage de l'église pour l'année 2015.

Après délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal décide de maintenir le montant de l'indemnité de gardiennage de l'église à 200,00 € pour l'année 2015.

Délibération n°2015-15 : Vote des tarifs de location de la salle Les Moissons - Année 2015

M. le Maire rappelle les tarifs de location de la salle Les Moissons.

Utilisateurs	Grande salle	Petite Salle
Associations chasnéennes	Gratuit	
Chasnéens : - Journée	150 €	75 €
- Week-end	200 €	100 €
Habitants extérieurs { - Journée	300 €	150 €
Et associations hors commune { - Week-end	400 €	200 €
Vin d'honneur (matin ou après-midi)	100 €	50 €
Ménage (si besoin)	25 € de l'heure	

Après délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal décide de maintenir les tarifs de location de la salle pour l'année 2015.

Délibération n°2015-16 : Composition des commissions communales
--

M. le Maire rappelle que suite à l'arrivée de M. Jean-Luc Paul au sein du conseil municipal, il convient de revoir la composition des commissions.

Après délibéré, le conseil municipal nomme les membres du conseil d'école :

- *Dominique Gaudin*
- *Florence Morel*
- *Véronique Alléaume*

Et les membres de la commission finances :

- *Dominique Gaudin*
- *Michel Adkins*
- *Anne-Sophie Descormiers*
- *Denis Salliot*
- *Benoit Michot*
- *Véronique Alléaume*
- *Jean-Luc Paul*

Délibération n°2015-17 : Prescription de révision du POS en PLU
--

M. le Maire informe :

Vu la loi Solidarité et Renouvellement Urbain du 13 décembre 2000 et la loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003, qui modifient le régime juridique des documents d'urbanisme, les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) ont remplacé les Plans Locaux d'Occupation des Sols (POS) ;

Vu la loi portant engagement national pour l'environnement (ENE) du 12 juillet 2010 dite loi « Grenelle 2 » qui renforce l'obligation de prise compte du développement durable dans les documents d'urbanisme ;

Vu la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 22 mars 2014, qui oblige les communes disposant d'un POS de lancer la transformation en PLU avant le 1^{er} janvier 2016 et d'approuver ce nouveau document avant le 27 mars 2017 sous peine de caducité du POS et de l'application des règles nationales d'urbanisme (RNU) ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 123.6 et suivants et L 300.2 ;

EXPOSE

Pour continuer à disposer d'une politique locale de l'urbanisme à travers un document fixant des règles opposables aux tiers, le POS de la commune de Chasné-sur-Illet doit être transformé en un PLU répondant aux obligations du Code de l'Urbanisme (articles L123-1 et suivants et R123-1 et suivants), dans les délais impartis.

L'élaboration du PLU est l'occasion de revoir le projet de développement urbain de la commune. Le Code de l'Urbanisme édicte les règles d'utilisation générale du sol et rappelle que chaque commune, dans le cadre de ses compétences, est gestionnaire et garante de la préservation du patrimoine commun national qu'est le territoire français. (article L110 du Code de l'Urbanisme).

Les orientations d'aménagement qui seront fixées par le PLU devront notamment répondre aux objectifs de développement durable édictés par la loi SRU, puis le Grenelle 2 et enfin la loi ALUR (article L121-1 du Code de l'Urbanisme), à savoir assurer l'équilibre entre urbanisation et utilisation économe des ressources naturelles, forestière et agricole, et la préservation des milieux, des paysages et du patrimoine bâti remarquable, assurer les besoins en matière de mobilité, favoriser la diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale et réduire les émissions de gaz à effet de serre.

La réflexion préalable des élus sur le projet de développement de la commune a permis d'identifier les grands enjeux auxquels le futur PLU devra permettre de répondre. Chasné doit rester « une commune à la campagne » qui se développe raisonnablement pour pouvoir maintenir et développer les services, tout en préservant son identité et la campagne alentour. Chasné doit aussi être « une commune connectée à l'extérieur », notamment avec Liffré et Saint Aubin d'Aubigné pour que les services non présents sur la commune soient accessibles à la population.

Après délibéré et vote à l'unanimité, le conseil municipal décide de :

1- Prescrire la révision du POS et sa transformation en PLU sur l'ensemble du territoire communal, conformément aux articles L123-1 et suivants, R123-1 et suivants du Code de l'Urbanisme afin de répondre aux objectifs suivants :

- mettre en œuvre le projet de la commune à savoir, assurer un développement mesuré et qualitatif de la commune pour favoriser la cohésion sociale de la population et garantir durablement son attractivité et conforter la structuration du bourg et la connexion des quartiers alentours,*

- mettre en compatibilité le document d'urbanisme avec le SCoT du Pays de Rennes et l'adapter au contexte réglementaire et législatif, notamment prendre en compte les lois Grenelle 2 et ALUR.*

2- Fixer les modalités de concertation prévues par les articles L 123 et L.300-2 du Code de l'Urbanisme de la façon suivante :

- la concertation se déroulera pendant toute la durée de l'élaboration du PLU. Elle débutera le jour de la parution de la publicité de la présente délibération et se terminera le jour où le conseil municipal délibérera pour tirer le bilan de la concertation et arrêter le projet d'élaboration du PLU ;*

- les informations générales sur la concertation et le PLU, et les documents référents au PLU de la commune (porter à connaissance, diagnostic et projet d'aménagement et de développement durable) seront mis à disposition du public au fur et à mesure de leurs réalisations ; ils seront consultables en mairie aux jours et heures habituels d'ouverture ;*

- un registre prévu à cet effet permettra de recueillir les observations et suggestions diverses ;*

- une ou deux réunions publiques d'information seront organisées avant la clôture de la concertation. Les lieux, dates et heures seront communiquées par voie de presse ;*

- des articles sur l'avancement des réflexions sur le futur PLU seront publiés dans le bulletin municipal et sur le site internet de la commune.

Le suivi de l'élaboration du PLU sera assuré par la commission municipale « Aménagement », créée par délibération n°2014-27 du 11 avril 2015.

A compter de la publication de la présente délibération, Monsieur le Maire pourra surseoir à statuer, dans les conditions et délais prévus à l'article L.111-8 du Code de l'Urbanisme, sur les demandes d'autorisation concernant des constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan.

La présente délibération sera exécutoire à compter de sa transmission à Monsieur le Préfet et de l'accomplissement de la mesure de publicité.

Délibération n°2015-18 : Création de poste

M. le Maire informe que la commission administrative paritaire de catégorie B du Centre de Gestion d'Ille et Vilaine réunie le 26 janvier 2015 a émis un avis favorable à l'inscription d'un agent communal sur la liste d'aptitude au grade de rédacteur principal 2^{ème} classe au titre de la promotion interne 2015.

Il propose de nommer l'agent dans son nouveau poste à compter du 1^{er} avril 2015.

Après délibéré, par 11 voix pour et 4 abstentions, le conseil municipal décide de :

- créer un poste de rédacteur principal 2^{ème} classe à compter du 1^{er} avril 2015,*
- supprimer un poste d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe à compter du 31 mars 2015.*

Délibération n°2015-19 : Indemnités du personnel

M. le Maire expose que suite à la nomination d'un agent communal au grade de rédacteur principal 2^{ème} classe, 7^{ème} échelon, celui-ci ne peut plus prétendre à l'indemnité d'administration et de technicité.

Il propose la mise en place de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires.

Après délibéré, par 12 voix pour et 3 abstentions, le conseil municipal :

- décide d'établir le régime indemnitaire d'IFTS,*
- décide de voter un enveloppe globale annuelle d'IFTS de 5 146,92 Euros (référence annuelle d'IFTS : 857,82 €, avec un coefficient 6),*
- dit que le montant de cette indemnité sera fixé par arrêté individuel du Maire et sera versé mensuellement.*

Délibération n°2015-20 : Remboursement d'une facture

M. le Maire informe qu'un agent communal a passé une visite médicale afin d'obtenir le permis de conduire nécessaire à la conduite de mini-bus 9 places.

Celui-ci a payé lui-même le médecin pour la somme de 33 €. Il propose de lui rembourser les frais engagés.

Après délibéré, le conseil municipal décide de rembourser la somme de 33 € à M. Roger Gréhal.

Délibération n°2015-21 : Missions facultatives du CDG 35

M. le Maire présente la convention d'utilisation des missions facultatives du Centre de Gestion de la Fonction Territoriale d'Ille et Vilaine.

Cette convention va nous permettre de solliciter le CDG35 en cas de besoin d'utilisation des missions facultatives.

Après délibéré, et à l'unanimité, le conseil municipal :

- donne pouvoir à M. Le Maire afin de signer la convention avec le CDG 35,*
- Autorise la collectivité à utiliser les missions facultatives du CDG35 en cas de besoin.*

Questions diverses et d'actualité

- ⇒ *M. le Maire rappelle les élections départementales des 22 et 29 mars 2015. Il convient de compléter le tableau de tour de garde.*
- ⇒ *M. le Maire propose de fixer les dates des prochains conseils municipaux :*
 - *Jeudi 12 mars 2015 à 20h30*
 - *Vendredi 10 avril 2015 à 20h00*
 - *Mardi 12 mai 2015 à 20h00*
 - *Mercredi 17 juin 2015 à 20h00*
- ⇒ *M. Le Maire informe qu'il y a d'importantes infiltrations dans la maison du Square. Il propose de faire des devis pour la remise en état.*

***Fait et délibéré à Chasné sur Illet,
Le 27 février 2015
Le Maire, Dominique GAUDIN***